

Contribuer à la sécurité alimentaire grâce à la gestion durable des zones humides

Dossier de rédaction de H2o
October 2016

La FAO et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) travailleront conjointement dans le cadre d'un nouveau partenariat afin d'améliorer l'état des ressources naturelles dans les zones humides du Sahel, en Afrique, en mettant l'accent sur la gestion durable des oiseaux d'eau migrateurs, essentiels à la sécurité alimentaire des populations locales. L'accord signé le 6 octobre entre la FAO et le FFEM, qui cofinance un tiers du projet estimé à 5 millions d'euros, cible de manière spécifique les quatre plus grandes zones humides de la région sahélo-saharienne, réparties entre l'Égypte, Mali, le Sénégal, le Soudan et le Tchad. Le projet Renforcement d'expertise au sud du Sahara sur les oiseaux et leur utilisation rationnelle en faveur des communautés et de leur environnement - RESSOURCE, se concentrera sur les zones humides situées le long de la vallée du fleuve Sénégal, du Delta intérieur du Niger, du lac Tchad et dans les parties basses et moyennes du Nil. Il s'agit d'écosystèmes vitaux où la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de près d'un milliard de personnes reposent sur l'agriculture, le bétail et à l'exploitation des ressources naturelles, avec notamment la pêche et la chasse aux oiseaux.

De nombreuses espèces d'oiseaux d'eau migrateurs, y compris les Sarcelles d'hiver et les Combattants variés passent l'hiver dans les zones humides du Sahel avant de partir se reproduire en Europe. Depuis 1960, le nombre d'oiseaux d'eau dans la zone a baissé d'environ 40 %, une chute vertigineuse qui pourrait s'expliquer par trois principaux facteurs : la diminution des zones inondables due au drainage, des précipitations réduites et autres événements météorologiques provoqués par le changement climatique, une biodiversité végétale en transformation, l'apparition d'espèces envahissantes et une pratique de la chasse non durable. Le projet sera mené en coopération avec les gouvernements des pays concernés et d'autres partenaires techniques tels que l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et le Secrétariat de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie. La FAO, le FFEM et les autres partenaires du projet travailleront à promouvoir une gestion durable des oiseaux d'eau migrateurs avec notamment des techniques innovantes de recensement et de surveillance des oiseaux et des activités visant au renforcement des capacités. Les résultats contribueront à créer, voire à ajuster un cadre juridique et réglementaire et encouragera l'élaboration de politiques destinées à promouvoir une chasse durable et à améliorer la protection des oiseaux. Ces politiques seront intégrées à la stratégie de gestion de zones humides de plus grande envergure.

"L'enjeu de ce projet est de mieux comprendre pour mieux gérer", a déclaré François Xavier Duporge, secrétaire général du FFEM. "Mieux gérer ces oiseaux migrateurs et ces zones humides qui sont leurs habitats. Cela bénéficiera finalement aux populations locales, en travaillant pour la première fois à une échelle régionale et en mobilisant des partenariats multi-acteurs", a-t-il ajouté. Le travail visant à améliorer la gestion des oiseaux d'eau et à protéger leurs habitats naturels devrait profiter aux écosystèmes et aux communautés locales qui comptent, entre autres, sur cela pour se nourrir et s'assurer un revenu. Au Tchad et au Sénégal par exemple, les entrepreneurs organisent des parties de chasse sur les zones humides, qui si gérées de manière durable, peuvent continuer à stimuler l'économie locale. "Notre objectif est d'adapter la chasse aux oiseaux en encourageant des politiques en faveur d'une gestion durable de la chasse et de la protection des oiseaux. Ces politiques bénéficieront aux communautés locales qui comptent sur ces oiseaux pour leurs moyens d'existence. Dans de nombreuses zones humides, chasser est essentiel pour la sécurité alimentaire et l'économie locale", a déclaré Eva Muller, directrice de la division de la FAO en charge des politiques et des ressources forestières.

La FAO sera chargée de la mise en œuvre et de la coordination du projet en étroite collaboration avec l'ensemble de ses partenaires techniques ainsi que le FFEM.

